

LA SUISSE SAVAIT!

HISTOIRE Des photos jamais publiées attestent qu'en 1942 le Conseil fédéral était au courant de l'extermination des Juifs, mais a tout de même décidé de fermer la frontière.

A lors même que le président de la Confédération, Ueli Maurer, a déclaré, samedi, jour de la commémoration de l'Holocauste, que la Suisse avait joué un rôle de «pays refuge» durant la Seconde Guerre mondiale, des documents d'archives fédérales inédits prouvent le contraire. Comme ces photos, jamais publiées, de cadavres entassés de Juifs

Diplomatiques Suisses (DDS). Toutefois, «les informations sur les atrocités restées confidentielles étaient connues de ceux qui ont pris la décision de fermer la frontière», ajoute l'un des collaborateurs scientifiques des DDS.

Malgré les lettres des diplomates suisses durant l'été 1942, faisant état des déportations de masses, des persécutions systématiques, du travail forcé et de l'alimentation insuffisante, rien n'y a fait. Bien au contraire, le Conseil fédéral poursuit une politique d'asile stricte. Le 4 août 1942, les Départements de l'intérieur et de justice et police décident de refouler les réfugiés, même s'ils courent un danger de mort. Cette politique du Conseil fédéral, contestée alors par la population, sera pourtant soutenue par une majorité du Parlement.

«Qui d'autre exactement les a vues et savait en mai 1942 à Berne, c'est difficile à le dire», souligne Sacha Zala, historien et directeur des Documents Diplomatiques Suisses

Raconter la vraie histoire suisse Ces documents découverts par les DDS, qui font l'objet d'une anno-

Le consul en poste à Cologne a envoyé ces photos en mai 1942 au Service de renseignement de l'armée.

tation en bas de page dans un chapitre du rapport de la Commission Bergier, sont accessibles aux Archives fédérales depuis 1973. «Les historiens, dès les années 1980, connaissaient déjà le rôle qu'a joué la Suisse durant cette pé-

riode. Désormais, en ligne sur Internet, ces documents ont aussi un objectif didactique», précise Sacha Zala. Et de continuer: «Ils ne changent pas l'interprétation qu'on fait de l'histoire. L'image est beaucoup plus claire sur le rôle



CE QUE LE CONSUL À COLOGNE A ÉCRIT

«Je me permets de vous faire parvenir ci-joint, à titre strictement confidentiel, quelques photographies prises sur le front russe. L'une représente l'exécution de Polonais, les autres montrent la sortie de wagons allemands de cadavres de Juifs après avoir été asphyxiés.»

Photos dodis.ch/32108

de la Suisse, mais la conscience de la Shoah est un processus très long et ça continue aujourd'hui avec ces documents.»

Johanne Gurfinkiel, secrétaire général de la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (Cicad), qui salue la démarche des DDS, regrette les propos d'Ueli Maurer, président de la Confédération: «Ses propos hallucinants occultent malheureusement un pan de l'histoire suisse. Sorte de dogme. Comment est-il concevable qu'en janvier 2013, une frange de politiciens ne regarde pas le problème en face, alors même que Kaspar Villiger avait présenté ses excuses en

1995 au sujet des réfugiés. Il persiste encore cette difficulté d'enseigner comment l'histoire s'est vraiment déroulée.»

Comble de l'ironie, l'historien et collaborateur scientifique des DDS rappelle que «le Conseil fédéral a décidé de refouler des centaines de réfugiés juifs qui parvenaient jusqu'à la frontière suisse dès l'été 1942. Il ne s'agissait que d'une infime partie des millions de Juifs persécutés. A la fin de la guerre, la Suisse en a accueilli bien plus et le pays ne s'est pourtant pas effondré.»

● **LASZLO MOLNAR ET ANNE-FLORENCE PASQUIER**
lazlo.molnar@lematin.ch
anne-florence.pasquier@lematin.ch

AVIS D'HISTORIENS

Certains veulent étouffer la vérité

MANIPULATION

L'historien **Hans-Ulrich Jost**, professeur honoraire de l'Université de Lausanne, nous affirme que les documents dévoilés ces jours étaient connus des spécialistes depuis les années 1980 déjà. Mais leur publication met en évidence «des personnalités cherchant à étouffer la vérité», signale-t-il. «Parmi les manipulateurs de l'histoire nous trouvons Ueli Maurer. Et pas seulement depuis ce week-end. En 1997 déjà, celui qui était alors le président de l'UDC avait déclaré que la lettre J figurant dans les passeports des Juifs allemands indiquait que ces personnes ne devaient pas être expulsées de Suisse. Alors qu'en vérité elle indiquait simplement leur



DR

UDC – devenu conseiller fédéral en 1952 – a dénoncé «le mythe du général Guisan». C'est la bonne volonté de la Confédération vis-à-vis de Berlin qui nous a garanti la paix ces années-là. Nos autorités avaient poursuivi avec zèle une collaboration économique avec les nazis.

Et concernant les réfugiés, elle est restée attachée à une tradition antisémite. Nous sommes ainsi loin d'un comportement courageux et louable. Pourtant, des personnalités ont systématiquement nié cela malgré les documents prouvant l'attitude de la Suisse à l'époque.» Notamment Christoph Blocher qui a déclaré dans les années 1990 que «les responsables politiques de l'époque ont rempli leur mission en préservant le pays de la guerre et il serait immoral de s'en excuser, même si des erreurs ont été commises en matière de politique des réfugiés.»

«Le Matin» a par ailleurs contacté hier la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique pour savoir si les nouveaux documents allaient être intégrés à l'enseignement de l'histoire du pays. La porte-parole n'était pas en mesure de donner une réponse précise, mais a rappelé que ces documents étaient connus des historiens depuis des années. ●

Steffen Schmidt/Keystone

